

PREFET DES CÔTES D'ARMOR
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
N°IC 2003/6611
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPÉROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2004, modifié le 1^{er} août 2005, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A. DE LA PIERRE BLEUE** », l'autorisant à exploiter en SAINT IGEAUX au lieu-dit « Restelan » un élevage porcin de 3647 pl. d'animaux équivalents (*soit 70 pl. maternité, 314 pl. gestantes-verraterie, 1140 pl. post-sevrage, 2252 pl. engraissement, 15 pl. quarantaine-infirmierie*) ;

- VU la demande présentée le 6 février 2008 par l'installation classée « **S.C.E.A de la PIERRE BLEUE (GUEGAN)** », sise « Restelan » en SAINT IGEAUX, en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel, d'un élevage porcin autorisé (*soit 70 pl. maternité, 314 pl. gestantes-verraterie, 1140 pl. post-sevrage, 3332 pl. engraissement, 15 pl. quarantaine-infirmerie*) pour un total de 4727 pl. d'animaux équivalents, la mise à jour du plan d'épandage et la construction d'une porcherie de 1080 pl. engraissement sur lisier avec stockage de 534 m3 utile, et d'une fosse non couverte de 500 m3 utile, en SAINT IGEAUX au lieu-dit « Restelan » (Section ZI N° 64 a) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations favorables des conseils municipaux de LANISCAT - PLUSSULIEN - SAINT GELVEN - SAINT NICOLAS DU PELEM - SAINTE TREPHINE - SAINT IGEAUX ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 octobre 2010, modifié ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 5 novembre 2010 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à plus de 100 mètres des tiers les plus proches, à plus de 50 mètres du cours d'eau le plus proche et à plus de 35 mètres des captages les plus proches ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET ;
- CONSIDERANT qu'aucun périmètre de protection n'est concerné par le plan d'épandage ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de GOUAREC ;
- CONSIDERANT qu'il s'agit de l'extension d'un élevage porcin (*hors Z.E.S. et hors Z.A.C.*) qui comprendra après projet 365 reproducteurs, 1140 pl. post-sevrage (*soit 9900 porcelets/an*) et 3332 pl. porcs charcutiers (*soit 9400 charcutiers/an*) - La quantité d'azote produite par l'ensemble des cheptels présents sur l'exploitation sera de 37648 UN ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'augmenter ses places (*1080 places*) de porcs à l'engrais, afin de devenir naisseur - engraisseur total ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produira 38450 UN (*soit 34633 UN porc + 3817 UN bovin*) et 22037 UP2O5 qui seront gérées de la façon suivante : 29723 UN et 17268 U P2O5 seront mises à disposition de 7 prêteurs (*hors Z.E.S.*) ; 8727 UN et 4769 U P2O5 seront épandues sur 51,98 ha de terres en propre, soit des pressions de 167,9 UN/ha de SDN et 91,7 UP2O5/ha de SDN ;
- CONSIDERANT que cette demande est accompagnée d'une mise à jour du plan d'épandage et d'une présentation des bilans agronomiques des terres du pétitionnaire et des terres mises à disposition par 6 prêteurs : les bilans agronomiques présentés ont obtenu, après demande de modifications, un avis favorable de la D.D.T.M. ;

CONSIDERANT que les charges d'azote et de phosphore à l'ha respectent la réglementation et que les capacités de stockage sont satisfaisantes ;

CONSIDERANT que l'extension se fera par la construction d'un bâtiment neuf de 1080 places (534 m³ de préfosse) accompagné d'une fosse extérieure de 500 m³ ;

CONSIDERANT que cette exploitation possédera plus de 2000 places de porcs à l'engrais : elle aura donc des obligations réglementaires particulières au regard de la Directive 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) ;

CONSIDERANT que les techniques présentées dans ce dossier, qui sont déjà mises en oeuvre ou le seront à l'issue de la procédure d'autorisation, sont appréciées au regard des caractéristiques de l'installation, de sa situation économique, de son implantation géographique et des conditions environnementales locales. Elles concernent les techniques nutritionnelles, la consommation d'eau, la protection de la qualité des eaux, la réduction des émissions dans l'air, la consommation d'énergie et le logement des animaux ainsi que le circuit des déchets, la sécurité et l'organisation de l'élevage. L'étude économique présente dans cette demande démontre la faisabilité de ce projet ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A de la PIERRE BLEUE (GUEGAN) », au lieu-dit « Restelan » en SAINT IGEAUX, à installer et exploiter à cette adresse (section ZI N° 64 a) en SAINT IGEAUX, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 4727 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Site de « Restelan »	Animaux-équivalents (PAE)
70 pl. maternité	soit 210 PAE
314 pl. gestantes-verraterie	soit 942 PAE
1140 pl. post-sevrage	soit 228 PAE
3332 pl. engraissement	soit 3332 PAE
15 pl. quarantaine infirmerie	soit 15 PAE
<i>Total : 4871 animaux</i>	<i>Total : 4727 pl. animaux-équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

2.1 : EFFECTIFS

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 382 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes en gestation*), 3332 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1140 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 365 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes en gestation*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 9400 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 9900 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - ALIMENTATION BIPHASE :

2.2.1. - L'alimentation biphasé déjà mise en service devra être utilisée pour la totalité des porcins présents sur l'élevage .

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - SECURITE :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4. - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.5. - AUTRES :

2.5.1. - Les fosses en projet de 1034 m3 devront être construites préalablement à l'augmentation des porcins présents dans l'élevage.

2.5.2. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - « RESORPTION :

- Alimentation biphase : 6660 UN

ARTICLE 4 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 27 janvier 2004 et du 1er août 2005.

ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT IGEAUX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT IGEAUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT IGEAUX, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LANISCAT - PLUSSULIEN - SAINT GELVEN - SAINT NICOLAS DU PELEM - SAINTE TREPHINE.

SAINT-BRIEUC, le

1 DEC. 2010

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour

